

**EMBARGO PRESSE JUSQU'AU MERCREDI 5 SEPTEMBRE 2012, 8h**

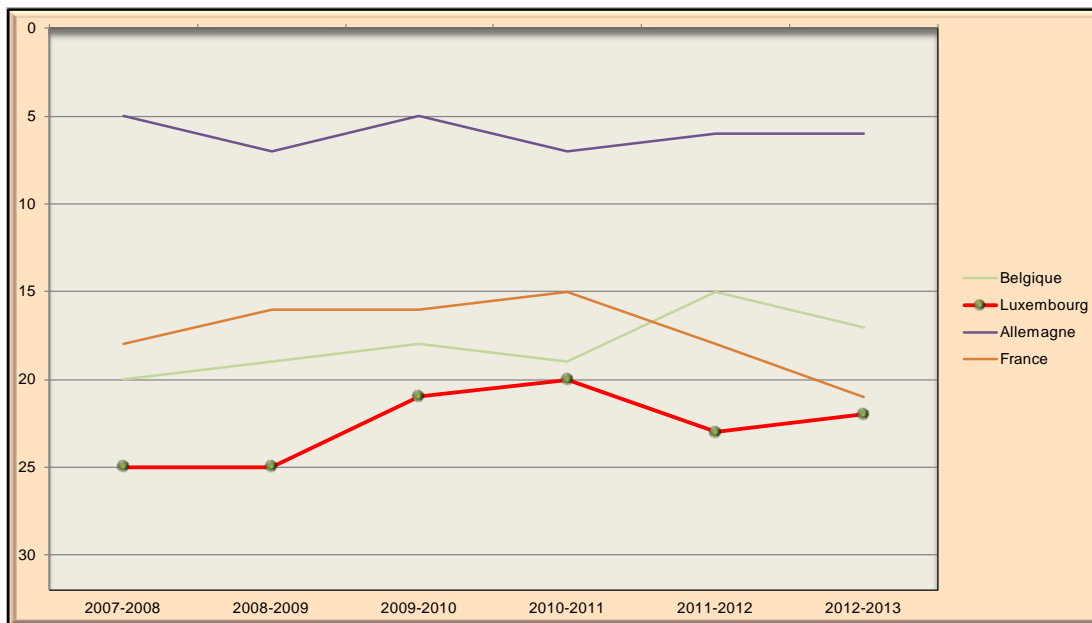
**« *Global Competitiveness Report 2012-2013* » du Forum Economique Mondial:  
Le Luxembourg gagne une petite place par rapport à 2011-2012, se logeant au  
22<sup>e</sup> rang mondial du classement**

En 2012-2013, le *World Economic Forum* (WEF) classe le Luxembourg au 22<sup>e</sup> rang mondial des économies les plus compétitives parmi 144 pays, soit une progression d'un rang par rapport à la période précédente. Le Luxembourg ne parvient cependant pas à rétablir son positionnement de 2010-2011, à l'entrée du top 20 (20<sup>e</sup> rang en 2010-2011). Une analyse détaillée du classement révèle que notre pays voit s'éroder certains de ses atouts traditionnels, notamment ses avantages institutionnels (confiance dans les politiques, efficience du cadre légal, relations employeurs-travailleurs), son cadre fiscal et le degré de développement de son marché financier. Par contre, le Grand-Duché progresse indéniablement en matière d'infrastructures logistiques et technologiques, ce qu'il convient de saluer. Plus bas dans la chaîne des facteurs clés de compétition, le pilier relatif aux résultats de l'innovation enregistre une belle 18<sup>e</sup> place, en amélioration continue par rapport aux éditions précédentes du rapport.

Dans son rapport annuel, le « *Global Competitiveness Report* », le Forum Economique Mondial réalise un classement international de la compétitivité des pays sur base d'indicateurs statistiques et de l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises. Ce rapport est l'un des principaux du genre à l'échelle mondiale et la compétitivité y est définie comme « *l'ensemble des institutions, politiques et facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'un pays* », lequel niveau de productivité détermine, quant à lui, le niveau de vie et de prospérité d'une économie et de ses forces vives (investisseurs et travailleurs, notamment). Au Grand-Duché, la Chambre de Commerce est en charge du volet d'enquête auprès des décideurs et chefs d'entreprises du rapport.

Les pays les plus performants du classement WEF sont la Suisse, qui domine le classement depuis 2009-2010, ainsi que Singapour et la Finlande (n°3, +1 rang par rapport à la période précédente). Les pays européens sont particulièrement présents dans le top 10 du classement avec, en plus de la Suisse et de la Finlande dans le top 3, la Suède au 4<sup>e</sup> rang, ainsi que les Pays-Bas, l'Allemagne et le Royaume-Uni aux 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> rangs respectivement. Cette année encore, le Grand-Duché se retrouve placé en-deçà de ses principaux partenaires commerciaux du classement WEF. Cependant, une convergence de classement semble être en train de s'opérer entre le Luxembourg d'une part (légère progression dans le classement) et la France d'autre part (recul dans le classement), voire la Belgique.

**Le classement du Luxembourg et de ses principaux partenaires économiques et commerciaux**



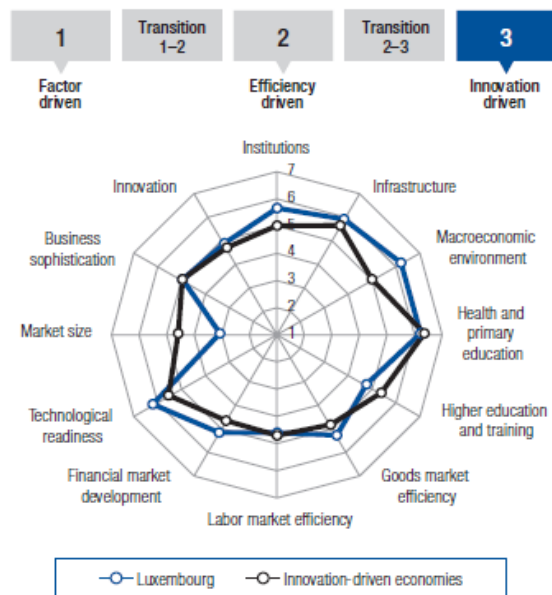
Trois indices principaux, eux-mêmes composés de 12 piliers et d'une centaine d'indicateurs, forment la base du classement WEF, à savoir les indices dits de « **fondamentaux de la compétitivité** », tels que les infrastructures et un environnement macro-économique stable, de « **facteurs améliorant l'efficacité des processus de production** » (enseignement supérieur et formation continue ou de degré de développement des marchés financiers, par exemple) et de « **facteurs d'innovation et de sophistication** ».

**Le « Global Competitiveness Index » : les résultats pour le Luxembourg**

**The Global Competitiveness Index**

	Rank (out of 144)	Score (1-7)
GCI 2012-2013.....	22	5.1
GCI 2011-2012 (out of 142).....	23	5.0
GCI 2010-2011 (out of 139).....	20	5.0
<b>Basic requirements (20.0%).....</b>	<b>8</b>	<b>6.0</b>
Institutions.....	9	5.6
Infrastructure.....	12	5.8
Macroeconomic environment.....	12	6.2
Health and primary education.....	28	6.2
<b>Efficiency enhancers (50.0%).....</b>	<b>24</b>	<b>4.9</b>
Higher education and training.....	44	4.7
Goods market efficiency.....	4	5.3
Labor market efficiency.....	37	4.7
Financial market development.....	12	5.2
Technological readiness.....	2	6.2
Market size.....	92	3.1
<b>Innovation and sophistication factors (30.0%).....</b>	<b>19</b>	<b>4.9</b>
Business sophistication.....	23	5.0
Innovation.....	18	4.8

**Stage of development**



Le premier indice des **fondamentaux de la compétitivité** (« *basic requirements* ») est traditionnellement l'indice le plus fort du Grand-Duché. Cette année, le pays cède deux places dans ce domaine et se classe au 8<sup>e</sup> rang. Les piliers responsables de ce recul sont ceux des *institutions* (-1 rang) et de la *santé et de l'éducation fondamentale* (-3 rangs, l'*indicateur de qualité de l'enseignement fondamental* tirant le pilier vers le bas). La Chambre de Commerce note une **nette dégradation de certains points forts institutionnels traditionnels**: chute de -3 rangs pour l'*indicateur de confiance dans les politiques*, de la 6<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> place (5<sup>e</sup> place en 2009-2010), ou encore chute de -3 rangs pour l'*indicateur d'efficacité du cadre légal*, de la 5<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> place (2<sup>e</sup> place en 2009-2010). A noter également, le recul de -2 rangs au niveau des dépenses publiques (*indicateur « wastefulness of government spending »*), de la 16<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place (8<sup>e</sup> place en 2009-2010). De plus, la chute de l'*indicateur de perception de la qualité de l'enseignement fondamental* (-5 rangs, soit une chute de la 30<sup>e</sup> à la 35<sup>e</sup> place par rapport à 2010-2011 et de -8 rangs par rapport à 2009-2010) interpelle au vu de l'importance du système d'éducation fondamentale dans la cohésion sociale et dans la productivité des (futurs) forces vives du pays.

Toujours concernant les fondamentaux de la compétitivité, l'amélioration (+3 rangs) du pilier de *l'environnement macro-économique*, contenant des indicateurs de finances publiques et d'épargne/d'inflation (entre autres), est à accueillir avec prudence. En effet, même si le pays n'améliore pas sa situation en termes absolus, en termes relatifs, d'autres économies, européennes notamment, sont encore plus mal loties, expliquant ainsi le relatif progrès. Par contre, **la Chambre de Commerce salue l'amélioration indéniable du pilier des infrastructures** (+9 rangs par rapport à la période précédente, soit un saut de la 21<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> place), avec, entre autres, les *indicateurs d'approvisionnement en électricité* et de *qualité des infrastructures logistiques* (portuaires, aériennes et routières) dans le vert, signe que les efforts nationaux dans ce domaine commencent à porter leurs fruits.

Le second indice des **facteurs améliorant l'efficacité des processus de production** (« *efficiency enhancers* ») accuse un recul de -1 rang, de la 23<sup>e</sup> à la 24<sup>e</sup> place, bien que les résultats soient contrastés d'un pilier à l'autre. **Faisant écho au pilier des infrastructures, celui de la préparation technologique** (« *technological readiness* ») **progresses fortement** (+7 rangs), de la 9<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> place mondiale, à nouveau un **signe que les efforts nationaux en matière d'infrastructures NTIC portent sagement leurs fruits**. La Chambre de Commerce salue cette amélioration, notamment la très bonne progression de l'*indicateur de disponibilité des technologies de pointe* (« *availability of latest technologies* », de la 19<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> place) et d'*investissements étrangers directs et de transferts technologiques* (« *FDI and technology transfer* », de la 13<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> place). Certains indicateurs relatifs à Internet (bande large, nombre d'utilisateurs, etc.) ont tendance à se détériorer légèrement, une évolution qui devrait cependant être corrigée avec le déploiement en cours de la fibre optique dans le pays.

Tout n'est pas aussi positif dans le second indice d'efficacité des processus de production cependant, et **des reculs sont à acter au niveau du pilier de développement des marchés financiers** (« *financial market development* », de la 8<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> place), pourtant un pilier traditionnellement fort du pays, **et du pilier d'efficacité des marchés de biens** (« *goods market efficiency* », de la 2<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place). Dans ce pilier, l'*indicateur d'impact des taxes sur les motivations à travailler et/ou à investir* perd 4 rangs (de la 8<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> place, contre une 7<sup>e</sup> place en 2009-2010), soit un indicateur traditionnel de compétitivité de plus qui périclité. Qui plus est, l'*indicateur du taux de taxation des entreprises* perd également un rang, et passe de la 13<sup>e</sup> à la 14<sup>e</sup> place (contre une 10<sup>e</sup> place en 2009-2010). **Force est donc de constater que la marge de manœuvre au niveau des recettes de l'Etat pour faire face au déficit structurel du pays (tout en maintenant sa compétitivité) se rétrécit.** *Last but not least*, la simplification administrative confirme son (triste) titre de « Talon d'Achille » du Luxembourg,

enregistrant de fortes chutes de classement, soit un recul de -13 rangs pour l'*indicateurs du nombre de procédures de lancement d'une entreprise* (de la 34<sup>e</sup> à la 47<sup>e</sup> place, contre une 26<sup>e</sup> place en 2009-2010) et un recul de -6 rangs de l'*indicateur du nombre de jours pour démarrer une entreprise* (de la 74<sup>e</sup> à la 80<sup>e</sup> place, contre une 70<sup>e</sup> place en 2009-2010). **Dans un tel contexte, le « Forum Investissements », prévu à l'automne 2012 sur demande du Premier Ministre, est d'importance capitale pour améliorer la compétitivité du pays.**

Enfin, il est à noter que la position relativement faible du pilier « *Higher education & training* » (44<sup>e</sup> place, avec une chute de -4 rangs par rapport à la période 2011-2012) reste dominée par une faiblesse méthodologique quant à l'*indicateur du taux de scolarisation dans l'enseignement tertiaire* (110<sup>e</sup> rang mondial, soit -1 rang par rapport à 2011-2012). Or, cet indicateur ne tient pas compte des résidents étudiant à l'étranger, ce qui pénalise le Luxembourg par rapport à ses pairs. Qui plus est, il masque **les progrès des indicateurs d'accès à Internet dans les écoles** (de la 22<sup>e</sup> à la 14<sup>e</sup> place), **de disponibilité de services de formation spécialisés et de recherche** (de la 25<sup>e</sup> à la 22<sup>e</sup> place) **et de formation du personnel** (de la 7<sup>e</sup> à la 4<sup>e</sup> place) qui sont à saluer. L'amélioration constatée dans le pilier d'*efficacité du marché du travail* (« *labor market efficiency* », de la 41<sup>e</sup> à la 37<sup>e</sup> place, soit +4 rangs) est, quant à elle, à accueillir avec prudence : non seulement, les indicateurs de ce pilier présentant des améliorations (certes, bienvenues) demeurent parmi les plus faibles des 144 pays étudiés (*indicateurs de flexibilité de la détermination des salaires*, au 111<sup>e</sup> rang mondial ou *de flexibilité à l'embauche et au licenciement* au 122<sup>e</sup> rang mondial, par exemple), mais l'*indicateur de coopération dans les relations employeurs-travailleurs*, cher au pays et traditionnellement fort, se dégrade significativement, chutant de la 10<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> place (-13 rangs). Les échecs récents de la Tripartite ne sont pas étrangers à cette dégradation.

Enfin, le **Luxembourg progresse de la 20<sup>e</sup> à la 19<sup>e</sup> place dans le troisième indice des facteurs d'innovation et de sophistication, soit une consolidation de +1 rang pour ce groupe d'indicateurs particulièrement pertinent pour les économies les plus avancées (+3 rangs par rapport à la période 2009-2010).** Le pilier « *business sophistication* » se dégrade légèrement (de la 21<sup>e</sup> à la 23<sup>e</sup> place), tandis que les facteurs relatifs à l'innovation (pilier « *innovation* ») progressent de 3 rangs, soit de la 21<sup>e</sup> à la 18<sup>e</sup> place (21<sup>e</sup> lors des périodes précédentes). Dans ce dernier pilier, le Luxembourg demeure à la 16<sup>e</sup> place depuis 2010-2011 (contre une 19<sup>e</sup> place en 2009-2010) en matière de *capacité d'innovation* (« *capacity for innovation* »). L'*indicateur de dépenses des entreprises en recherche & développement* s'améliore quelque peu (de la 16<sup>e</sup> à la 15<sup>e</sup> place), un signe que le secteur contribue à l'effort de RDI national. Le Luxembourg gagne également un rang (de la 18<sup>e</sup> à la 17<sup>e</sup> place) pour ce qui est des *collaborations R&D entre universités et les acteurs économiques* (« *university-industry collaboration in R&D* », contre une 19<sup>e</sup> place en 2009-2010). Enfin, le Luxembourg progresse au niveau de l'*indicateur de disponibilité d'ingénieurs et de scientifiques*, mais avec une 75<sup>e</sup> place en 2012-2013 (81<sup>e</sup> en 2011-2010), le classement de cet indicateur en termes absolus demeure trop faible. Voilà une raison de plus de continuer d'attirer les chercheurs et travailleurs qualifiés en territoire luxembourgeois.

## Annexe : Classement Global 2012-2013 et comparaison avec la période précédente 2011-2012

GCI 2012-2013				GCI 2012-2013					
Country/Economy	Rank/144	Score (1-7)	Rank among GCI 2011-2012 sample	GCI 2011-2012 rank	Country/Economy	Rank/144	Score (1-7)	Rank among GCI 2011-2012 sample	GCI 2011-2012 rank
Switzerland	1	5.72	1	1	Ukraine	73	4.14	73	82
Singapore	2	5.67	2	2	Uruguay	74	4.13	74	63
Finland	3	5.55	3	4	Vietnam	75	4.11	75	65
Sweden	4	5.53	4	3	Seychelles	76	4.10	n/a	n/a
Netherlands	5	5.50	5	7	Georgia	77	4.07	76	88
Germany	6	5.48	6	6	Romania	78	4.07	77	77
United States	7	5.47	7	5	Botswana	79	4.06	78	80
United Kingdom	8	5.45	8	10	Macedonia, FYR	80	4.04	79	79
Hong Kong SAR	9	5.41	9	11	Croatia	81	4.04	80	76
Japan	10	5.40	10	9	Armenia	82	4.02	81	92
Qatar	11	5.38	11	14	Guatemala	83	4.01	82	84
Denmark	12	5.29	12	8	Trinidad and Tobago	84	4.01	83	81
Taiwan, China	13	5.28	13	13	Cambodia	85	4.01	84	97
Canada	14	5.27	14	12	Ecuador	86	3.94	85	101
Norway	15	5.27	15	16	Moldova	87	3.94	86	93
Austria	16	5.22	16	19	Bosnia and Herzegovina	88	3.93	87	100
Belgium	17	5.21	17	15	Albania	89	3.91	88	78
Saudi Arabia	18	5.19	18	17	Honduras	90	3.88	89	86
Korea, Rep.	19	5.12	19	24	Lebanon	91	3.88	90	89
Australia	20	5.12	20	20	Namibia	92	3.88	91	83
France	21	5.11	21	18	Mongolia	93	3.87	92	96
Luxembourg	22	5.09	22	23	Argentina	94	3.87	93	85
New Zealand	23	5.09	23	25	Serbia	95	3.87	94	95
United Arab Emirates	24	5.07	24	27	Greece	96	3.86	95	90
Malaysia	25	5.06	25	21	Jamaica	97	3.84	96	107
Israel	26	5.02	26	22	Gambia, The	98	3.83	97	99
Ireland	27	4.91	27	29	Gabon	99	3.82	n/a	n/a
Brunei Darussalam	28	4.87	28	28	Tajikistan	100	3.80	98	105
China	29	4.83	29	26	El Salvador	101	3.80	99	91
Iceland	30	4.74	30	30	Zambia	102	3.80	100	113
Puerto Rico	31	4.67	31	35	Ghana	103	3.79	101	114
Oman	32	4.65	32	32	Bolivia	104	3.78	102	103
Chile	33	4.65	33	31	Dominican Republic	105	3.77	103	110
Estonia	34	4.64	34	33	Kenya	106	3.75	104	102
Bahrain	35	4.63	35	37	Egypt	107	3.73	105	94
Spain	36	4.60	36	36	Nicaragua	108	3.73	106	115
Kuwait	37	4.56	37	34	Guyana	109	3.73	107	109
Thailand	38	4.52	38	39	Algeria	110	3.72	108	87
Czech Republic	39	4.51	39	38	Liberia	111	3.71	n/a	n/a
Panama	40	4.49	40	49	Cameroon	112	3.69	109	116
Poland	41	4.46	41	41	Libya	113	3.68	n/a	n/a
Italy	42	4.46	42	43	Suriname	114	3.68	110	112
Turkey	43	4.45	43	59	Nigeria	115	3.67	111	127
Barbados	44	4.42	44	42	Paraguay	116	3.67	112	122
Lithuania	45	4.41	45	44	Senegal	117	3.66	113	111
Azerbaijan	46	4.41	46	55	Bangladesh	118	3.65	114	108
Malta	47	4.41	47	51	Benin	119	3.61	115	104
Brazil	48	4.40	48	53	Tanzania	120	3.60	116	120
Portugal	49	4.40	49	45	Ethiopia	121	3.55	117	106
Indonesia	50	4.40	50	46	Cape Verde	122	3.55	118	119
Kazakhstan	51	4.38	51	72	Uganda	123	3.53	119	121
South Africa	52	4.37	52	50	Pakistan	124	3.52	120	118
Mexico	53	4.36	53	58	Nepal	125	3.49	121	125
Mauritius	54	4.35	54	54	Venezuela	126	3.46	122	124
Latvia	55	4.35	55	64	Kyrgyz Republic	127	3.44	123	126
Slovenia	56	4.34	56	57	Mali	128	3.43	124	128
Costa Rica	57	4.34	57	61	Malawi	129	3.38	125	117
Cyprus	58	4.32	58	47	Madagascar	130	3.38	126	130
India	59	4.32	59	56	Côte d'Ivoire	131	3.36	127	129
Hungary	60	4.30	60	48	Zimbabwe	132	3.34	128	132
Peru	61	4.28	61	67	Burkina Faso	133	3.34	129	136
Bulgaria	62	4.27	62	74	Mauritania	134	3.32	130	137
Rwanda	63	4.24	63	70	Swaziland	135	3.28	131	134
Jordan	64	4.23	64	71	Timor-Leste	136	3.27	132	131
Philippines	65	4.23	65	75	Lesotho	137	3.19	133	135
Iran, Islamic Rep.	66	4.22	66	62	Mozambique	138	3.17	134	133
Russian Federation	67	4.20	67	66	Chad	139	3.05	135	142
Sri Lanka	68	4.19	68	52	Yemen	140	2.97	136	138
Colombia	69	4.18	69	68	Guinea	141	2.90	n/a	n/a
Morocco	70	4.15	70	73	Haiti	142	2.90	137	141
Slovak Republic	71	4.14	71	69	Sierra Leone	143	2.82	n/a	n/a
Montenegro	72	4.14	72	60	Burundi	144	2.78	138	140

Le Département Economique de la Chambre de Commerce se tient à votre disposition pour plus d'informations concernant le rapport 2012-2013 du *World Economic Forum*, e-mail : [eco@cc.lu](mailto:eco@cc.lu), tél. 423939-351 (M. Carlo Thelen, Chief Economist).